

Convention collective départementale

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(EURE-ET-LOIR)
(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,
Journal officiel du 25 janvier 1980)

**ACCORD DU 20 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX RAG 2008**

NOR : *ASET0850172M*
IDCC : *984*

Entre :

L'UIMM Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, *ter* et *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2008 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint :

Le barème est établi sur la base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de 3 tableaux :

- cas général ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

Article 2

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectuée au plus tard à la fin du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paye du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

Article 3

Le présent avenant et ses annexes, conformément à l'article L. 132-1 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

Fait à Chartres, le 20 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties à compter de l'année 2008

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	ÉCHELON	CAS GÉNÉRAL	OUVRIERS	AGENTS DE MAITRISE d'atelier	
I	140	1	15 600	O1	15 628	
	145	2	15 625	O2	15 732	
	155	3	15 649	O3	15 835	
II	170	1	15 670	P1	15 939	
	180	2	15 701			
	190	3	15 732	P2	16 042	
III	215	1	15 892	P3	16 654	AM1 16 868
	225	2	15 967			
	240	3	16 612	TA1	17 387	AM2 17 845
IV	255	1	17 472	TA2	18 351	AM3 18 688
	270	2	18 552	TA3	19 538	
	285	3	19 486	TA4	20 480	AM4 20 765
V	305	1	20 765			AM5 22 295
	335	2	22 672			AM6 24 496
	365	3	24 782			AM7 26 471
	395	3	26 773			AM7 28 689